



CSE-Central GRDF du 16 avril 2020

Déclaration liminaire CGT

à l'ouverture de séance

Déconfinement le 11 mai : pas de protection, pas de travail ! Alors que le bilan de l'épidémie du Covid-19 dépasse désormais les 15 000 morts en France, Emmanuel Macron a annoncé lundi un début de déconfinement à partir du 11 mai, accompagné d'une réouverture des écoles, collèges, lycées ainsi que des crèches et, ce, contrairement à l'avis des professionnels de santé. La réalité de l'intervention présidentielle, c'est aussi, le refus d'un dépistage systématique et massif, et l'aveu, avec un seul masque « grand public » disponible le 11 mai, qu'il n'y aura toujours pas suffisamment de protection pour toutes et tous. Les annonces ont de quoi surprendre et décevoir les corps médicaux et scientifiques qui ont compétence pour parler des modalités de déconfinement ; rien de prévu sur : le retour à un fonctionnement régulier des services hospitaliers, la disponibilité des gels hydroalcooliques et des masques à l'usage des personnels soignants et étendus à l'ensemble des salarié.e.s et de la population, la généralisation des tests, ainsi qu'un système de surveillance épidémiologique opérationnel. Derrière le masque de la compassion et de l'humilité, Emmanuel Macron a confirmé son choix : celui de la santé financière des entreprises et de l'économie, notamment des plus grands groupes bien avant la santé des salarié.e.s et de la population. Les profits du CAC 40 et les dividendes versés aux actionnaires ne sont toujours pas utilisés pour la solidarité nationale et la sortie de crise sanitaire. Vous ne pourrez pas aller au restaurant mais les cantines des entreprises et des écoles seront ouvertes ! Pas de rassemblements sociaux mais regrouper 30 élèves dans une classe sans distanciation possible, ce n'est pas un problème pour le Président concernant 12,5 millions d'élèves et 1 200 000 personnels dans l'Éducation nationale. « Reprenez le boulot », alors qu'une grande partie des carnets de commandes s'effondrent. Décidément, le Medef et le gouvernement restent campés sur leur position et refusent de tirer les enseignements de la période pour aujourd'hui et demain. La récente décision du tribunal de Nanterre obligeant la plateforme Amazon à se limiter à la livraison de produits essentiels démontre, pourtant, que la santé doit primer sur le profit. La CGT réitère sa demande initiale d'une déclaration d'état de catastrophe sanitaire, afin de faire jouer la solidarité financière des groupes d'assurance qui doit aller au-delà d'un abondement symbolique du fonds de solidarité nationale et profiter à tous les salarié.e.s, TPE et artisans. La CGT exige l'indemnisation de l'activité partielle à hauteur de 100% du salaire, le retrait des dispositions régressives de la réforme de l'assurance chômage (seuil de déclenchement des droits, dégressivité de l'indemnisation, etc.) et la prolongation des droits à l'assurance-chômage au-delà du confinement ; ne serait-ce qu'au regard des nombreuses professions qui ne pourront reprendre dans les activités de loisirs, du tourisme, du spectacle, etc. et de l'état de la situation de l'emploi au sortir de la crise sanitaire.

LA CRISE SANITAIRE EST SOCIALE !

Depuis les années 2000 et l'accélération nous menant à la phase actuelle de la mondialisation, de nombreuses voix dont celle de la FNME CGT, se sont élevées pour dénoncer les méfaits d'une mondialisation néolibérale fondée sur un quadruple dumping : écologique, social, fiscal et démocratique. Méfaits que la FNME CGT n'a cessé de dénoncer en interpellant les gouvernements successifs. Soudainement, le discours de l'Élysée et de Bercy deviennent désormais critique envers la

mondialisation, alors que Mrs Bruno Le Maire Ministre de l'économie et Emmanuel Macron Président de la République sont des chantres de la libéralisation et de la casse sociale. Personne n'est dupe ! Les économistes néolibéraux et les gouvernements relayés par « les chiens de gardes » médiatiques voient dans la crise du Covid-19, un choc conjoncturel, qui met à mal la mondialisation pourtant pleinement assumée depuis les années 2000. Sauf, que le Covid-19 n'est qu'un simple détonateur, un précipitant de la crise de la mondialisation et non la cause. C'est tout simplement un « accusateur » qui révèle les effets des politiques néolibérales qui ont par exemple, mis notre pays et nos services publics depuis longtemps à bout de souffle.

On ne peut pas résister au plaisir de paraphraser un célèbre penseur : la crise du Covid-19 rend désormais évident que la mondialisation néolibérale portait en elle les germes de sa propre destruction !

Car cette crise révèle les limites d'un modèle de développement mondialisé fondé sur la course à la baisse des coûts de production, à la rentabilité, au premier rang desquels figurent les salaires et la consommation frénétique des ressources. Combinées à des politiques d'austérité limitant les investissements publics, les baisses de salaire engendrent une baisse de la demande, tant de la part des entreprises (investissements) que de la part des ménages (consommation). Sans compter les privatisations conduites au galop dans tous les secteurs d'activités et bien sûr dans l'Énergie ou la Santé, visant à faire passer les biens de la Nation dans les mains de quelques investisseurs privés friands et avars du capitalisme. L'organisation de production des multinationales leur permet de maximiser leurs profits en produisant à bas coût et au prix de la destruction de notre environnement. En multipliant les échanges internationaux, celles-ci sont aussi à l'origine d'une pollution importante dont elles ne paient jamais le coût et d'une surconsommation de nos ressources naturelles. A chaque étape de la production, elles vont choisir les pays en fonction du dumping leur permettant de mettre en œuvre : le dumping social de la main-d'œuvre bon marché des pays en développement, le dumping environnemental des pays considérés comme des « havres de pollution », le dumping fiscal des paradis fiscaux qui proposent des niveaux de taxation des profits bien inférieurs à la moyenne internationale, voire nuls !

Ainsi, la crise de la mondialisation néolibérale est bien antérieure à la crise sanitaire que nous vivons actuellement. La multiplication des politiques néolibérales dans les pays développés (austérité, baisse des investissements publics...) et le quadruple dumping (écologique, fiscal, social et démocratique) ont entraîné la dépression de la demande effective dans la majorité des pays et, par conséquent, le ralentissement de la production industrielle mondiale depuis 2017. Même si ce ralentissement ne semble que récent, on comptabilise un recul de la production industrielle en Allemagne, au Japon, en France en Italie et un fort ralentissement en Chine et aux Etats-Unis.

Pour la FNME CGT la mondialisation néolibérale arrive à la fin d'un cycle. Cependant, il n'y a aucun amateurisme dans cette crise opportune : l'asservissement à l'échelle planétaire se met en place pour continuer cette mondialisation néolibérale en mettant au pas les populations récalcitrantes (surveillance généralisée, répression, pilotage par la peur, casse des droits sociaux, restriction des libertés...). Tous les salariés doivent utiliser cette crise pour montrer la nécessité d'une nouvelle forme de développement économique, fondée non plus sur les principes de concurrence et de recherche du moins-disant, mais sur la coopération, la régulation et un développement social pour tous.

Pour la FNME CGT, il convient de renationaliser les grands moyens de production, fruits du travail commun, et en premier lieu le domaine de l'Énergie ou les richesses du sous-sol. En cela, un Programme Progressiste de l'Énergie doit permettre d'éradiquer les politiques de casse des solidarités et développer les réponses à l'intérêt général.

La FNME CGT réaffirme la nécessité de développer les circuits courts, locaux, de produire nationalement ou dans un cadre de coopération des peuples dès que cela est raisonnablement possible et lorsque cela est nécessaire (dans le domaine de la santé et de l'agroalimentaire notamment), d'investir dans les services publics et de les sanctuariser, de promouvoir la protection des citoyens et des citoyennes, des travailleurs et des travailleuses et de mettre fin aux traités de libre échange qui ne font que renforcer le dumping social délétère. Le peuple Cubain montre l'exemple de la voie des coopérations internationales quand dans un moment de pandémie mondiale et sous le joug d'un blocus ignoble, il déploie des centaines de médecins et infirmiers à l'échelle internationale et met à disposition ses connaissances médicales et pharmaceutiques pour lutter contre le COVID-19.

Tous les salariés comprennent aujourd'hui également que la SANTE n'est pas une marchandise mais un bien vital pour la Nation. Cette crise doit être l'occasion de reconstruire un modèle de société dans son ensemble parce que les limites du modèle actuel, guidé par la finance, sont flagrantes et que la crise que nous traversons l'a mis en lumière.

EXIGEONS AVEC LA FNME CGT UN AUTRE CHOIX DE SOCIETE, L'ARRET DE LA CASSE DES SERVICES PUBLICS, ET DE CELUI DE L'ENERGIE EN PARTICULIER

A Paris,

Le 16 avril 2020